

Les partis politiques en Bulgarie

Christian Rakovsky

Source : «Vorwärts» 12e année, n° 66, 19 mars 1895, pp. 1-2. Traduction MIA.

Les dernières élections législatives se sont déroulées chez nous exactement comme il est d'usage dans les pays – non seulement dans les Balkans, mais aussi en Italie et en Espagne – où l'administration est maîtresse de la situation. Le gouvernement conserve toujours l'assurance de son avance dans la course électorale, ou bien il paralyse l'activité de l'opposition, et l'on y ajoute particulièrement, le jour même du vote, un surplus d'efforts pour écraser les candidats adverses. À cette fin, l'appareil administratif déploie de nombreux moyens : des bandes armées apparaissent soudain et se rendent aussi gênantes que possible, afin que les électeurs d'opinion contraire n'osent pas voter, ou bien la police intervient, etc.

Si, malgré tout, le candidat de l'opposition semble avoir du succès, il existe encore d'autres expédients. On met tout en œuvre, d'abord, pour reporter le scrutin ; les troupes de mercis spécialement mobilisées attaquent le bureau de vote et la police disperse, au nom de l'ordre, les électeurs et ajourne l'opération. Stoïlov, qui en général sait éviter de grands scandales, a imaginé l'excellent moyen suivant. « Si, lors du dépouillement, il apparaît que le candidat ennemi obtient la majorité, éteignez vite les lumières », indiquait l'une de ses dépêches secrètes au préfet de Vratza, laquelle, tombée entre les mains d'une rédaction, circule désormais dans la presse. Naturellement, dès que les lumières sont éteintes, quelques messieurs s'emparent des urnes, et avec leur disparition, l'acte est sans aucun doute interrompu. De telles manœuvres furent employées à Biala Slatina, où les russophiles du nord de la Bulgarie avaient présenté leur « chef » Dragan Zankov. Et il serait sûrement passé sans ces manigances du gouvernement.

Il faut certes remarquer que l'opposition bourgeoise, de son côté, œuvre aussi vigoureusement avec des procédés tout à fait similaires. Les russophiles ont également formé des bandes et ont distribué en outre des sommes excessives parmi la population rurale ; l'argent provenait sans nul doute des fonds de la légation russe à Belgrade ou à Vienne. Nous reviendrons plus loin sur les comédies de charlatans politiques de notre opposition bourgeoise.

Cependant, il serait une erreur funeste de croire que le succès, somme toute considérable, du russophilisme repose simplement sur des moyens extérieurs. Dans les couches de la paysannerie, notamment parmi la génération de 1878-1880, les russophiles trouvent un terrain favorable. La majorité de notre population rurale est aujourd'hui constituée de petits propriétaires, alors qu'avant la guerre russo-turque de 1877-1878, elle n'était que prolétaire, fournissant des services de travailleurs aux grands propriétaires fonciers turcs ou bulgares.

Par la suite, les propriétaires terriens durent tous évacuer leurs domaines ou les brader à des prix dérisoires. Cela vint en aide au petit paysan, car c'est alors que le kossat [*petit paysan*] bulgare s'installa dans l'héritage de son prédécesseur turc. Qu'il doive à la « guerre de libération » le fait qu'il est aujourd'hui propriétaire indépendant, bien que souvent seulement en apparence, étant

pratiquement écrasé par les dettes, voilà ce que notre paysan n'oublie certes pas. La raison pour laquelle les Russes ont déclaré la guerre ne le préoccupe pas. Et qu'importe à ses yeux que nous ayons aujourd'hui notre État indépendant, au lieu de nous appeler « gouvernement au sud du Danube », uniquement parce que les grandes puissances européennes, dans leur antagonisme, ont favorisé et protégé un tel développement des États balkaniques ? L'intention des Cosaques était tout autre. Mais le paysan s'est gravé dans l'esprit qu'il a été libéré par eux du pouvoir du grand propriétaire terrien turc et qu'il est lui-même devenu détenteur d'un petit bien.

Une telle logique de notre population rurale peut d'autant moins étonner qu'elle correspond au caractère général de la paysannerie. La Russie a certes très bien su assurer une désillusion ultérieure. La génération qui a participé à la guerre serbo-bulgare quant à elle a pu voir comment ce pays se comportait envers nous, comment il nous a privés d'officiers au moment le plus dangereux et n'a nullement caché son désir de faire de nous, en apparence, des vaincus pour étendre son pouvoir, cette génération est extraordinairement hostile aux Russes. Du moins envers les cercles officiels.

En outre, nous sommes pourvus d'une bourgeoisie commerçante qui accueillerait avec joie les armées russes en Bulgarie. L'origine de la fortune d'un très grand nombre de nos hommes d'affaires et d'entrepreneurs remonte également à l'année de guerre 1877-78. Grâce à l'intendance russe et à ses fonctionnaires, ces gens sont devenus riches par des spéculations qu'ils ont pu mener sur le pain du soldat russe, sur le fourrage et tout ce qui concernait le ravitaillement. À une échelle plus réduite, cela se poursuit encore aujourd'hui dans l'institution militaire bulgare. Ainsi, ces messieurs se sentent également obligés de soutenir partout les agents de la Russie, c'est-à-dire les chefs de parti russophiles.

Une responsabilité essentielle dans la popularité actuelle des Zankov et consorts incombe au régime iste qui a opéré par des meurtres ouverts et secrets. Précisément parce que cet homme a persécuté les russophiles, il leur a valu aux yeux de notre peuple une couronne de martyrs pour la liberté du pays. a réussi à leur apporter la plus belle gloire ; de misérables escamoteurs et mercenaires de Sa Majesté le Tsar sont par là devenus des chevaliers des droits politiques et civils de la Bulgarie. La similarité des résultats avec ceux du « Kulturkampf » bismarckien est frappante. D'autre part, beaucoup commencent à croire que les troubles bulgares sont seuls responsables des mauvaises relations avec la Russie. Comme l'affirment ses partisans, la réconciliation ferait à nouveau régner la paix et la liberté en Bulgarie.

De ces faits énumérés, on perçoit encore plus nettement quelles sont les assises de la popularité de Zankov et de Karavelov. Observons, par exemple, le premier nommé. Il est totalement dépourvu de dignité ou de qualités personnelles. En tant que politicien, sa carrière a été faite de nombreux virages, comme il se doit. Tant Zankov que Karavelov furent autrefois de féroces ennemis des Russes. Dans le *Livre Bleu* anglais pour 1882-83, la curiosité peut s'instruire sur ce que Zankov lança à la tête de l'agent diplomatique russe à Sofia, citant un philosophe grec : « *Vous pouvez garder à la fois votre miel et votre dard.* » Dix-huit mois plus tard, ce même Zankov, de concert avec ce même monsieur russe, mena l'attaque contre Alexandre de Battenberg, qui fraya considérablement la voie au coup d'État du 9/21 août 1886, où le Battenberg fut tiré de son lit et emmené captif en Russie. Pendant son séjour là-bas, Zankov fut l'ennemi le plus furieux du prince Ferdinand ; aujourd'hui, il se déclare son sujet le plus fidèle !

Mais ces messieurs russophiles, avec à nouveau Zankov en tête, se montrent particulièrement charmants lorsqu'ils cousent, en quelque sorte avec un air de grand-prêtre, un petit extrait de livre de cantiques ou quelques versets bibliques dans leurs fleurs de rhétorique. Ils ont très à cœur le fait que tout le salut et tout l'avenir du peuple bulgare ne résident que dans l'ancrage solide de la confession grecque-orthodoxe (c'est-à-dire l'orthodoxie russe). Et il est donc aussi hautement nécessaire que le prince héritier Boris s'y convertisse en abandonnant le catholicisme romain, sinon la Russie ne pourra être gagnée à la cause bulgare. Mais on ne peut s'empêcher de tiquer en apprenant que Zankov, il y a une vingtaine d'années, à nouveau en compagnie d'un prêtre Sokolski, a baisé la pantoufle de Pie IX à

Rome et a en outre prié le pape de bénir le peuple bulgare parce qu'il « *aspirait à se blottir sur le sein de l'Église romaine* ». Cet événement s'éclaire d'autant plus du fait qu'à l'époque, Zankov était redevable à la mission jésuite orientale de Constantinople, tout comme il l'est aujourd'hui envers le gouvernement russe.

Son élection à Biala Slatina serait à peine devenue trop dangereuse pour le régime bulgare. Mais le fait qu'on l'ait empêchée par tous les moyens visait à envoyer un signal à Saint-Pétersbourg. En clair : si la Russie officielle souhaite s'entendre avec la Bulgarie, qu'elle s'adresse sans détour au ministère sur place. Le prince, en particulier, ne veut rien savoir de Zankov. Si celui-ci s'appuie chaque jour sur sa légitimation de la part de la Russie, cette formule n'en a que moins d'effet. Les Russes devraient en charger un autre. Cette opinion à Sofia ressort assez clairement du fait qu'à Razgrad, on a laissé tranquillement élire les deux hommes de l'opposition, et de même les élections correspondantes à Elena, Lovetch et autres endroits se sont déroulées assez paisiblement. Sans oublier que l'empêchement de l'élection de Zankov représentait une courtoisie envers l'Autriche.

Karavelov, l'autre représentant de l'opposition bourgeoise, est l'ancien prisonnier de la « *mosquée noire* » (*Tschernata Djamia*), la prison centrale de Sofia. Le gouvernement a davantage de raisons de le craindre, car en tant que démagogue, il ne recule devant rien pour parvenir au pouvoir. Il promet aux petits paysans des réformes fiscales, aux propriétaires plus importants une protection de toute sorte ; pour l'industrie, il fait miroiter de beaux privilèges. La simplicité de sa démarche est grandiose. Ainsi, il recommande comme le meilleur moyen de stimuler l'activité manufacturière de distribuer gratuitement aux industriels le charbon des mines d'État de Moshino et Pernik. Lorsqu'il aura enfin atteint son but, il se gardera bien de faire autre chose que ce que ses prédécesseurs ont fait pour le peuple. Et cela a toujours été exactement zéro. Sa devise est littéralement : « *En politique, la violence est proscrite parce que le mensonge est permis.* » Les bourgeois au pouvoir et ceux dans l'opposition n'ont décidément pas la même valeur.

Il est tout à fait certain que le charlatanisme politique n'apparaît nulle part aussi effrontément qu'en Bulgarie. Des deux fractions bourgeoises, l'une, la russophile, s'appuyant sur la puissance d'outre-Prouth, veut conquérir tout le pouvoir gouvernemental, l'autre cherche son soutien auprès de la Triple-Alliance et notamment de l'Autriche. Si nécessaire, les russophiles vont chercher conseil auprès du gouvernement russe et de l'argent dans ses caisses. Il n'en va pas autrement des adversaires, par exemple lors du dernier différend entre l'Autriche et la Bulgarie concernant les droits de douane sur les biens de consommation. La chambre bulgare les aurait votés, mais les commerçants autrichiens dans le pays refusèrent de les supporter. Alors Radoslavov et Stamboulov non seulement s'attendaient avec certitude à ce que l'Autriche intervienne désormais dans les affaires intérieures de la Bulgarie, mais ils le sollicitaient carrément, uniquement pour parvenir au gouvernement.

Ainsi, tandis que l'ennemi des Russes Radoslavov se place devant les correspondants des journaux viennois et estime que « *seule l'Autriche comprend les intérêts économiques de la Bulgarie* » et qu'elle devrait s'immiscer au plus tôt, – les russophiles, quant à eux, clament que notre détresse économique ne provient que du mauvais rapport avec la Russie. Pendant la campagne électorale, on a même affirmé que la baisse du prix du vin et du grain était la conséquence de notre brouille avec l'« esprit protecteur » russe. On peut dire qu'au lieu de partis indigènes, il n'y a que des partisans bulgares des Russes et des Autrichiens. Ainsi, dans un pays comme le nôtre, il revient aux socialistes « sans patrie » de rappeler aux oreilles des partis bourgeois leurs devoirs envers la patrie.

À vrai dire, nous n'avons pas du tout de partis politiques au sens véritable. Des conditions économiques arriérées et la faible différenciation sociale entre les classes de notre population se reflètent dans le méli-mélo politique de nos partis. Auparavant, la Bulgarie possédait un parti conservateur et un parti libéral. Seul le premier s'est réellement maintenu, et il faut reconnaître qu'il a non seulement tenu haut son programme, mais qu'il fut parfois plus libéral que les soi-disant Libéraux. Ces derniers étaient conservateurs notamment dans leur intransigeance envers la Russie, un héritage de l'époque turque qui leur fut seule favorable. En tout cas, le parti conservateur, tel qu'il est

aujourd'hui au gouvernement représente ce qu'on peut appeler notre aristocratie financière et foncière, et il a un avenir. Avec la croissance des antagonismes sociaux, il est destiné à regrouper tous les éléments qui tiennent à l'ordre établi.

L'ancien parti libéral est divisé entre russophiles et adversaires de la Russie. Des deux chefs de ces derniers, Radoslavov, outre son état-major, a peu de soldats, mais à Stamboulov manquent aussi bien les officiers que la troupe. Les russophiles se groupent, comme déjà noté, autour de Karavelov et Zankov. Il existe encore un troisième groupe, dont l'attitude envers la Russie est indécise. Ce sont les unionistes – mieux, les pseudo-unionistes – qui correspondent au parti qui était au pouvoir en Roumélie orientale lorsque le pays fut uni à la principauté de Bulgarie. Quoi qu'il en soit, deux de ses membres se trouvent dans le cabinet actuel. En revanche, chaque fois que les Libéraux arrivent au pouvoir, ils se montrent généralement bien plus réactionnaires que les Conservateurs. Sans colonne vertébrale politique ni intérêts communs, leurs ministères tombent d'eux-mêmes : Karavelov fit chuter Zankov, pour être à son tour évincé par Radoslavov, que Stamboulov remplaça. Même si le parti s'unissait, ce qui est très incertain, ce ne serait que pour peu de temps.

Les russophiles se croient forts parce qu'ils pensent détenir dans leur poche le remède à nos difficultés internationales. Ils mènent une agitation continue tant devant le prince que dans la presse, et il s'agit non seulement de prendre des mesures pour se réconcilier avec la Russie, mais il faudrait commencer tout de suite par des concessions. De cette manière, ce qui constitue la force du russophilisme doit nécessairement constituer en même temps une raison de tenir ses représentants éloignés du gouvernement.

Les souhaits de la Russie sont connus en eux-mêmes. Tout d'abord et principalement, elle vise la convention militaire, de sorte qu'au moins tous les postes importants de l'armée bulgare reviennent à des officiers russes. Or, cela ne peut être réalisé. L'armée ne veut rien entendre d'un remplacement de ses compatriotes par des Russes. Le prince, de manière compréhensible, n'a aucune envie de préparer sa propre destitution, et pas plus le gouvernement sa chute. Ainsi, un accord entre les deux États est aujourd'hui impossible. Éliminer à la fois le cabinet bulgare, le prince et la force de l'armée, c'est vraiment trop fort. S'il se peut que le ministère n'ait guère d'importance, le reste s'interdit de soi ; et un nouveau coup d'État, comme celui du 9 août 1886, serait tout à fait insensé et sans espoir. C'est pourquoi les Russophiles ne le risquent aucunement, car une dictature militaire suivrait aussitôt et trouverait en eux-mêmes les premières victimes. Enfin, la masse des électeurs possède aussi, dans de tels cas, un sens politique. Ce que pensent nos paysans pacifiques et la bourgeoisie de pareils complots, ils l'ont prouvé en 1886-87.

Sans doute, l'influence russe finira-t-elle plus tard par l'emporter malgré tout, mais d'ici là, ses prétentions se seront déjà atténuées. Le danger d'une administration russe aura disparu et à sa place, la tendance russe dominera tant notre politique intérieure qu'extérieure. La Serbie, la Grèce et la Roumanie en offrent déjà les modèles, et cela correspond sans nul doute au destin de ces petites entités étatiques. Mais les masses populaires restent encore assez éloignées de la politique pour laisser, en cas de besoin, tout gouvernement s'appuyer davantage sur son armée et sa police plutôt que de constituer elles-mêmes son soutien. Réveiller les larges masses à la conscience politique est réservé aux seuls socialistes. Partant de la classe ouvrière, ils parviendront au pouvoir en conquérant des cercles toujours plus larges et trouveront en eux-mêmes des ressources suffisantes pour n'avoir à emprunter de soutiens ni de l'extérieur ni d'en haut.

Il y a de très réjouissantes nouvelles à rapporter sur ce que les camarades bulgares ont déjà fait cet hiver pour l'instruction et l'éducation politique des ouvriers. Tout d'abord, les typographes de Sofia ont fondé une représentation de leurs intérêts, à laquelle se sont affiliés, dès le premier jour, 399 membres. Pour preuve de leur force, trois grèves ont déjà été menées avec le meilleur succès. Cette organisation syndicale à Sofia a ensuite envoyé dans le pays les participants les plus aptes pour y organiser des associations similaires, qui devront alors se grouper autour du centre. À Varna, Yamboli, Philippopolis

et autres lieux, ces efforts ont également porté leurs fruits. À Sliven, les métallurgistes et les bûcherons se sont unis indépendamment.

Outre ces organisations syndicales, les « clubs ouvriers » sont importants, tels qu'ils se sont formés à des fins politico-générales notamment à Tarnovo, Sistovo et Kazanlak. Désormais, il n'y a guère de ville importante de Bulgarie sans son club ouvrier. Son organisation a pour but de favoriser partout la formation politique. Et bien que les réunions pour un libre échange d'opinions soient quelque chose d'inhabituel ici, surtout pour les classes laborieuses, nos dites « soirées littéraires » sont cependant excellentement fréquentées. Lecture, conférences, chants, divertissements musicaux et discussions s'y succèdent, et nos camarades y trouvent le meilleur champ pour la propagande nécessaire.

En vérité, on ne saurait demander de plus beaux succès. Nos samedis littéraires tiennent lieu des assemblées populaires d'autres pays et remplissent l'ouvrier bulgare d'une foule de notions et d'idées qui lui sont tout à fait nouvelles. À Sliven seulement, nous en sommes arrivés cette saison à 16 de ces manifestations, ce qui témoigne de leur force d'attraction. Cette institution se révèle aussi excellente pour la campagne et y a déjà recruté de nombreux adhérents. Les journaux se sont déjà en partie habitués à publier les résolutions prises lors des réunions, dans lesquelles les ruraux réclament l'abolition de l'armée permanente, des impôts progressifs et autres.

Notre « *Almanach populaire* » s'est révélé très utile, et plus encore auprès de la paysannerie que parmi les ouvriers ; il est rédigé sur le modèle de votre « *Märkischer Landbote* ». En quelques jours, le premier tirage était déjà épuisé, si bien que nous avons dû immédiatement en préparer un second.

L'organe central de notre presse est « *Le Socialiste* », qui paraît deux fois par semaine à Sofia et est édité par le Comité central du parti. Il remplace l'ancien « *Rabotnik* » (L'Ouvrier). Par ailleurs existe encore à Sliven le « *Rabotnichesky Drougar* » (Le Camarade Ouvrier). Cette dernière ville est le premier centre industriel de Bulgarie ; à elle seule, 2500 à 3000 hommes y travaillent dans le secteur textile. Ces deux journaux, en lien avec la revue mensuelle « *Dien* », qui entrera bientôt dans sa quatrième année, soutiennent par leur voie ce qui n'a pu être réglé par les associations et la parole.

Ainsi, quoi qu'il se soit passé chez nous et quoi qu'il puisse encore se passer, et qu'importe si c'est d'abord l'appétit pour la réaction russe ou autrichienne qui l'emporte, l'édifice d'un avenir meilleur s'élève lentement mais sûrement.